Journée de formation sur les nouveaux programmes de Sciences économiques et sociales : Comment les agents économiques se financent-ils ?

# 4.1 Comprendre que le financement consiste à couvrir des besoins de financement par des capacités de financement.

#### **Document 1:**

La question du financement se pose lorsqu'un agent économique connaît un décalage entre ses dépenses et ses recettes. Le recours à un financement extérieur permet de consommer ou d'investir sans devoir attendre d'avoir accumulé l'épargne nécessaire, par exemple pour acheter un appartement. C'est d'ailleurs souvent l'investissement lui-même, par les bénéfices qu'il génère, qui fournit les ressources permettant de rembourser les sommes empruntées. [...]

Source : A. Parienty, « Comment l'économie française se finance-t-elle ? », Alternatives économiques, Hors-série n°70 L'économie en 30 questions, 11/2014.

#### Document 2:

Il existe dans toute économie des agents disposant d'une épargne qu'ils n'utilisent pas eux-mêmes pour investir : ces agents – généralement les ménages- dégagent ce qu'on appelle une **capacité de financement** ; parallèlement, d'autres agents – généralement les entreprises et l'Etat – disposent d'une épargne inférieure aux dépenses et investissements qu'ils souhaitent effectuer : ils présentent un **besoin de financement**. La question est de savoir comment mettre en relation ces deux catégories d'agents de manière efficiente : peut-on faire en sorte que les agents à capacité de financement prêtent leur épargne à ceux qui ont un besoin de financement ?

Source: Emmanuel COMBE, Précis d'économie, 14ème édition, PUF, 2017.

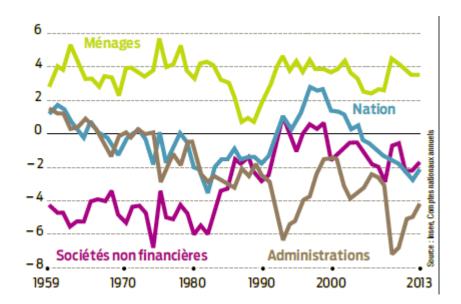
#### **Document 3:**

Capacité ou besoin de fi des secteurs institut en France en 2017 (en milli	ionnels
	2017
Entreprises non financières	-8,3
Entreprises financières	-3,2
Administrations publiques	-61,4
Ménages	61,0
Associations	-0,9
Économie nationale	-12,8
Insee, Comptes nationaux, 2017.	

#### **Document 4:**

#### Capacités et besoins de financement en France, en % du PIB

**N. B. :** la capacité de financement de la nation n'est pas la somme des trois autres courbes. Elle tient en effet compte d'autres secteurs institutionnels, principalement les sociétés financières.



# 4.2 Comprendre que le taux d'intérêt – à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur – est le prix sur le marché des fonds prêtables.

#### **Document 5:**

Le financement n'est pas seulement un transfert de ressources dans le temps ; c'est aussi un transfert de risque. En effet, si le risque d'une opération se concrétise, c'est celui qui a avancé le capital qui perd de l'argent. La rémunération que reçoit le financeur a donc une double justification : compenser l'immobilisation de son capital et compenser le risque. Par conséquent, cette rémunération est d'autant plus élevée que le capital est immobilisé pour une longue durée et que l'opération réalisée est risquée.

Source : A. Parienty, « Comment l'économie française se finance-t-elle ? », Alternatives économiques, Hors-série n°70 L'économie en 30 questions, 11/2014.

#### Document 6:

Le taux d'intérêt est ici déterminé par confrontation de l'offre et de la demande de fonds prêtables. L'offre de fonds prêtables est composée à la fois d'actifs monétaires (comme les crédits bancaires) et non monétaires (épargne sous forme d'actifs financiers). De même, la demande de fonds prêtables intègre les liquidités désirées par les agents, ainsi que la demande d'investissement.

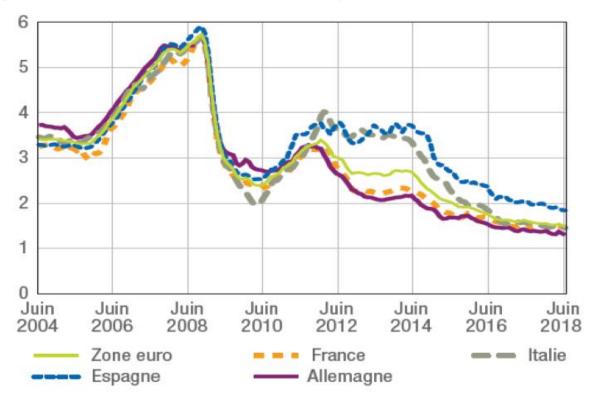
Il existe en réalité une multitude de taux d'intérêt, car, pour l'épargnant, outre le prix d'une renonciation (à la consommation présente ou à la liquidité), le taux d'intérêt va rémunérer le risque pris par le prêteur. Parmi ces risques, l'agent subit un risque de contrepartie (ou risque de non remboursement), un risque de taux (variation non anticipée des taux d'intérêt dans le futur) [...]. Le taux d'intérêt du marché va ainsi intégrer des primes de risque.

Sophie Brana, Michel Cazals, Pascal Kauffmann, TD Monnaie, banque et finance, Dunod, 2016 (5º éd.).

#### Document 7:

# Taux d'intérêt moyen des crédits nouveaux aux sociétés non financières (SNF)

(moyenne mobile sur 3 mois, en %)



Sources: Banque de France, BCE.

Question 1 : Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ?

Question 2 : Expliquer comment se fixe le taux d'intérêt sur le marché des fonds prêtables.

Question 3 : Expliquer, par le jeu de l'offre et de la demande, les variations du taux d'intérêt.

Question 4 : Pourquoi le taux d'intérêt des crédits aux entreprises diffère-t-il selon les pays de la zone euro ?

4.3 Savoir que le revenu disponible des ménages se répartit entre consommation et épargne et qu'ils peuvent dégager des besoins ou des capacités de financement.

#### **Document 8:**

Qui gagne suffisamment d'argent pour en mettre de côté ? Sur ce sujet pourtant essentiel, on dispose de très peu de données, mais une étude de l'Insee permet d'en savoir un peu plus. Les données portent sur l'année 2011, mais ce type de grandeur varie peu au fil du temps. Tous types de familles confondus, les ménages français ont perçu 45 000 euros en moyenne, en ont dépensé 37 500 et ont mis de côté 7 500 euros, soit 17 % de leurs ressources. Mais ces données moyennes masquent des écarts importants.

[...]

En matière de bas de laine, c'est le revenu qui fait la différence. Les 20 % du bas de l'échelle épargnent en moyenne 1 500 euros par an, soit l'équivalent de 7 % de leurs ressources. Ces 20 % rassemblent à la fois des ménages totalement démunis, qui ne font aucune économie, et des familles modestes, qui ne dépensent pas l'ensemble de leurs revenus et donc épargnent. À l'opposé, les 20 % les plus riches épargnent en moyenne 22 800 euros chaque année, soit presque 30 % de leur revenu ou encore l'équivalent de l'ensemble des revenus annuels des 20 % les plus pauvres. À l'intérieur de ce cinquième le plus riche, les écarts sont encore plus grands : on y trouve aussi bien le haut des couches moyennes que les ménages les plus riches du pays, dont les économies sont largement supérieures à 22 800 euros par an.

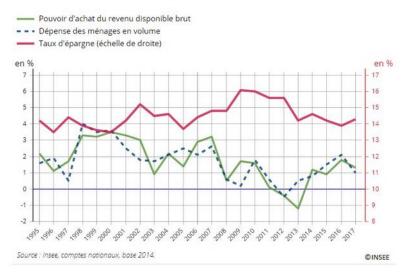
Reven	Qui met de l'argent de côté ? u, consommation et épargne annuelle, par ménage			
	Revenu en euros	Consommation en euros	Épargne en euros	Taux d'épargne
Ensemble des ménages	45 101	37 548	7 553	17%
Selon le revenu				
20 % les plus pauvres	22 801	21 258	1543	7 96
Entre 20 et 40 %	31 996	29 571	2 425	8 %
Entre 40 et 60 %	39 762	35 113	4 649	12 %
Entre 60 et 80 %	49 949	43 665	6 284	13 %
20 % les plus riches	80 999	58 134	22 865	28 %

Revenu après transferts privés.

Source: Insee - Données 2011 - © Observatoire des inégalités

#### Document 9:

Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne entre 1995 et 2017



Source : Insee Première n°1699, juin 2018

#### **Document 10:**

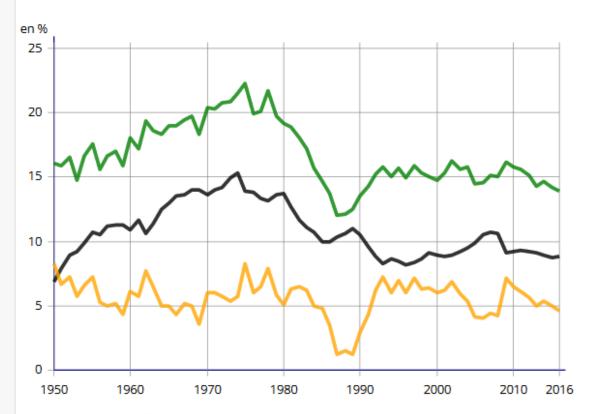
## Figure 3 – Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2016

### Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2016

--- Taux d'épargne

Taux d'investissement en logement¹

Taux d'épargne financière²

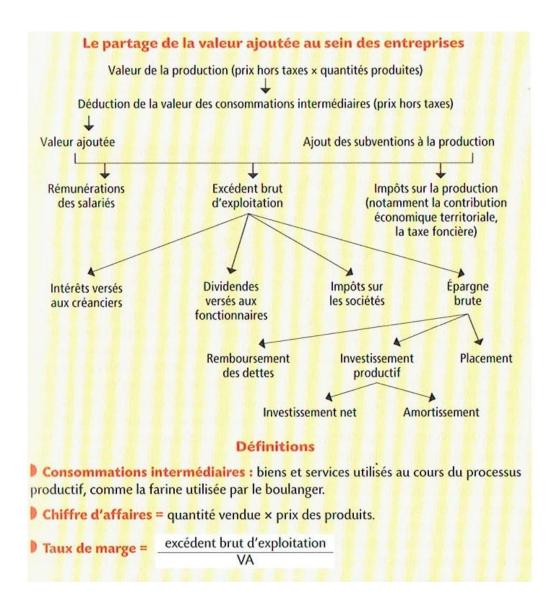


- 1. Rapport entre la formation brute de capital fixe des ménages et le revenu disponible brut.
- 2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source: Insee, comptes nationaux - base 2010.

4.4 Savoir ce qu'est <u>l'excédent brut d'exploitation</u> et comprendre que les entreprises se financent par autofinancement et financement externe (emprunts bancaires et recours au marché financier, en particulier actions et obligations).

#### Document 11:



Source : Bled de SES (sous la dir. De Marion Navarro), Hachette éducation 2012

**Question 1 : Comment calcule-t-on l'EBE ?** 

Question 2 : Distinguer l'EBE et l'épargne brute

Question 3 : Comment les entreprises utilisent-elles leur épargne brute ?

Question 4 : Les entreprises ont-elles toujours une épargne suffisante pour financer leurs investissements ?

#### Document 12 : Les modalités de financement de l'économie

- la première qualifiée de financement externe direct consiste à mettre directement en relation le prêteur et l'emprunteur par le biais des marchés de capitaux : l'agent à besoin de financement émet des actions ou des obligations sur le marché financier ;
- la seconde qualifiée de financement externe indirect s'appuie sur l'existence d'intermédiaires entre les prêteurs et les emprunteurs.

Ces deux solutions correspondent à un financement non monétaire de l'économie, dans la mesure où elles reposent sur l'existence d'une épargne préalable.

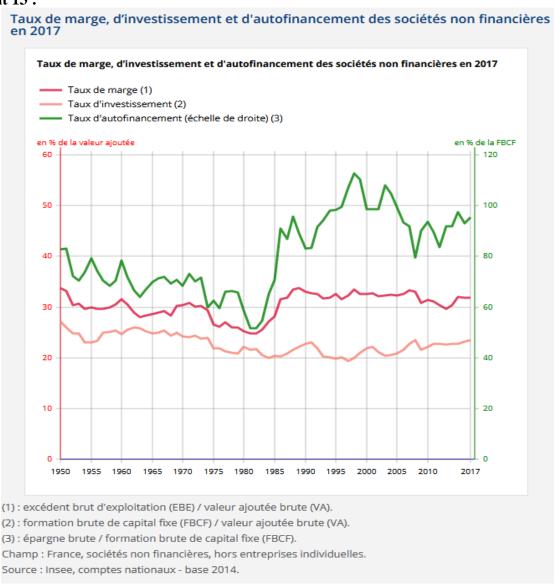
Mais le financement de l'économie peut aussi s'effectuer selon les principes « les crédits font les dépôts ». En effet, lorsque les besoins de financement sont supérieurs aux capacités de financement de l'économie, l'écart peut être comblé par le recours à la création monétaire : les banques ont en effet le pouvoir d'octroyer des crédits, c'est-à-dire de créer de la monnaie scripturale. On parle dans ce cas de financement monétaire de l'économie.

Source: Emmanuel COMBE, Précis d'économie, 14ème édition, PUF, 2017.

### Question 1 : Qu'est-ce qu'une action ? Qu'est-ce qu'une obligation ?

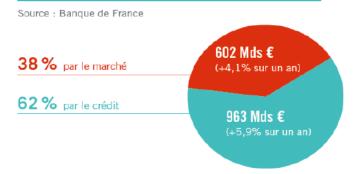
#### Question 2 : Schématiser les différents circuits de financement de l'économie

#### Document 13:



#### **Document 14:**

# Répartition des sources de financement pour les entreprises en décembre 2017



#### Document 15:

Financement des société	s non finan	cières (SNF	) en France	(répartition	en encours)
	2005	2008	2011	2015	2018
Crédits bancaires	68%	73%	68%	61%	63%
Financements de marché	32%	27%	32%	39%	37%
Source : Banque de France	e / ACPR				

4.5 Savoir que le solde budgétaire résulte de la différence entre les recettes (fiscales et non fiscales) et les dépenses de l'État; comprendre que le déficit budgétaire est financé par l'emprunt et savoir qu'une politique de dépenses publiques peut avoir des effets contradictoires sur l'activité (relance de la demande / effet d'éviction).

#### Document 16 : les recettes de l'Etat

Les recettes fiscales sont les recettes provenant des impôts qu'ils soient directs et indirects. Les recettes fiscales sont des recettes majeures car elles représentent plus de 90% de l'ensemble des recettes de l'État. A titre d'exemple, en 2016, les recettes fiscales nettes devraient représenter 288 milliards d'euros (sur un total de recettes de 292 milliards d'euros).

Avec 145 milliards d'euros estimés pour 2016, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représente la moitié des recettes fiscales : il s'agit de la principale recette de l'État. Vient ensuite l'impôt sur le revenu qui devrait rapporter 72 milliards d'euros à l'État en 2016. Les autres recettes fiscales sont moins importantes : il s'agit de l'impôt sur les sociétés (33 milliards d'euros en 2016) et de la taxe sur les produits énergétiques (16 milliards d'euros).

Les recettes fiscales sont composées de deux types d'impôt : les impôts directs et les impôts indirects. Les impôts directs s'adressent nommément à des personnes et sont recouvrés à partir d'une liste nominative des contribuables (Impôt sur le revenu des personnes physiques, Impôt sur les sociétés, Impôt sur la fortune immobilière, etc.). Les impôts indirects sont les impôts qui sont incorporés dans le prix des biens et services. Le contribuable est donc dans ce cas là le consommateur final : la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les contributions indirectes (taxe intérieure sur les produits pétroliers -TIPP-, taxe sur les tabacs, droits d'enregistrement, etc.)

Les recettes non fiscales représentent toutes les recettes qui ne sont liées ni à un impôt ni à une taxe. Ainsi, les recettes non fiscales proviennent entre autres :

- des dividendes et recettes assimilées (dividende des entreprises dont l'État est actionnaire, bénéfices issus des biens dont l'État est propriétaire)
- des produits des domaines de l'État (produits de la location ou de la vente des biens de l'État, redevances relatives à l'utilisation du domaine public ou privé de l'État)
- des produits de la vente de biens et services (revenu des entreprises publiques produisant des biens ou fournissant des services)
- des intérêts des prêts que l'État consent aux banques ou à des États étrangers
- du produit des amendes (par exemple les amendes de la circulation)
- du produit des jeux et loteries (loteries, Française des jeux, paris, etc.)

Source: <a href="http://comptespublics.fr/budget-de-letat/recettes-de-letat">http://comptespublics.fr/budget-de-letat/recettes-de-letat</a>

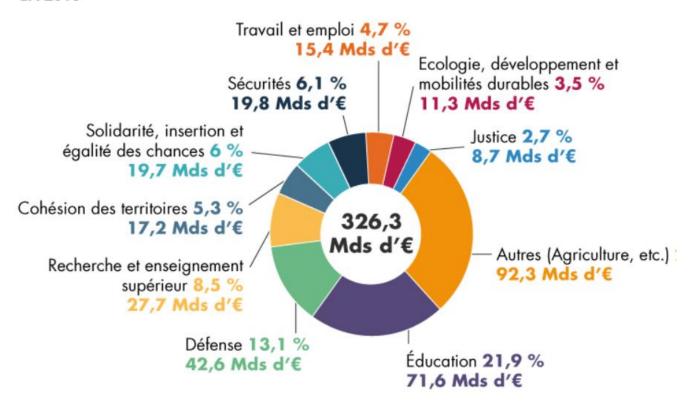
Question 1 : Distinguer les recettes fiscales et non fiscales de l'État.

Question 2 : Quelles sont les recettes les plus importantes pour le budget de l'Etat ?

Document 17 : les dépenses de l'Etat

## **DÉPENSES PAR MISSIONS**

#### EN 2018



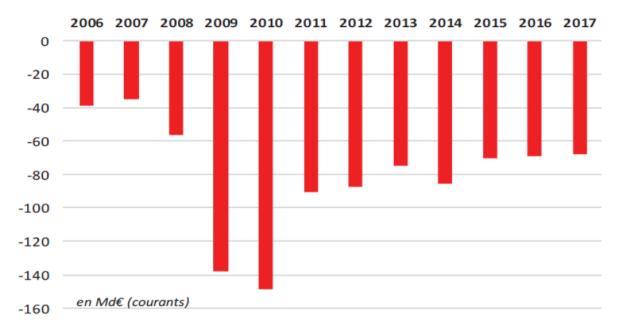
Source : lafinancepourtous.com d'après la Direction du Budget, Le budget de l'Etat voté pour 2018

Question 1 : Quelles sont les principales dépenses de l'Etat ?

Question 2 : Rechercher sur un site officiel le montant des recettes de l'Etat en 2018 puis calculer le solde budgétaire. Que constate-t-on ?

#### **Document 18:**

Graphique n° 1 : solde budgétaire 2006-2017

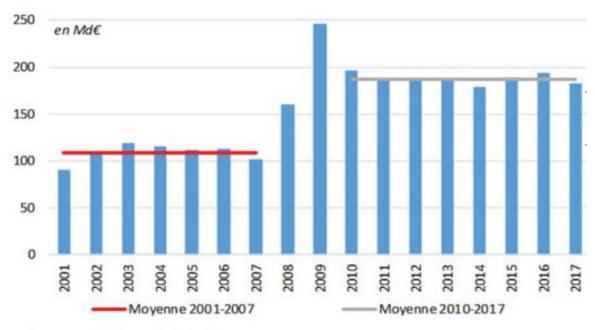


Source : lois de règlement 2006 à 2016, direction du budget pour 2017

Quelle est l'évolution du solde budgétaire depuis 2006?

Document 19:

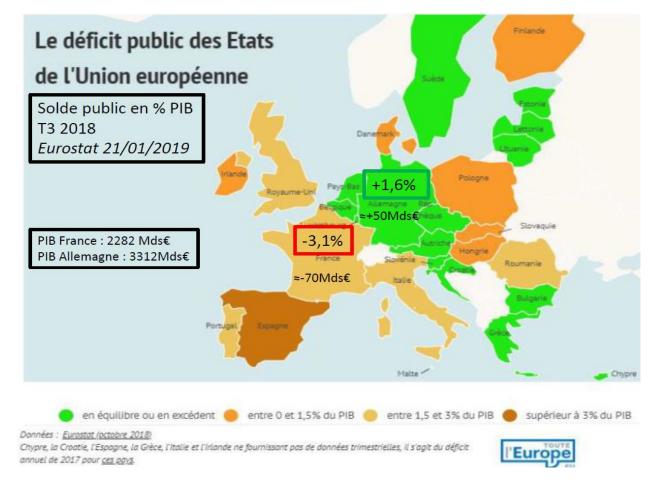
Graphique n° 14 : besoin de financement de l'État



Source : Agence France Trésor

Que constate-t-on ? Comment l'Etat peut-il financer ses déficits ?

#### Document 20:



### Comparer la situation financière des Etats des différents pays de l'UE

#### Document 21:

Les déficits budgétaires conduisent à un accroissement de l'endettement public qui peut produire un « effet boule-de-neige ». Les déficits (flux) successifs viennent gonfler la dette (stock). Les emprunts nécessaires pour faire face à ces déficits génèrent des frais financiers (intérêts) de plus en plus lourds qui alourdissent le poids de la dette.

Source : Pierre-André Corpron (dir), Economie, sociologie et histoire du monde contemporain, Bréal, 2013

#### Document 22:

		te nette		
	Dette publique		Dette nette	
	2016	2017	2016	2017
Ensemble	2152,5	2218,4	1949,7	2005,5
dont				
État	1714,3	1779,0	1613,9	1668,6
Organismes divers d'administration centrale	13,2	11,8	-1,1	-1,3
Adm. Publiques locales	200,2	201,5	188,1	189,4
Adm. de sécurité sociale	224,9	226,1	148,8	148,7

#### Document 23 : Le plan de relance de décembre 2018

En 2019, la politique budgétaire nationale aurait un impact élevé sur la croissance du PIB, de 0,5 point, grâce en particulier aux mesures issues de la crise des « gilets jaunes » qui à elles seules améliorent le taux de croissance du PIB de 0,3 point en 2019. Les mesures budgétaires soutiendraient le pouvoir d'achat des ménages à hauteur de 11,7 milliards d'euros en 2019. Plus de 88 % du montant global, soit 10,3 milliards, provient des décisions prises en décembre. Selon nos calculs, ces mesures représentent un gain moyen de 440 euros par ménage. Les ménages du milieu de la distribution seront particulièrement ciblés. Ils bénéficieront de la baisse de la taxe d'habitation, des cotisations salariées, de la défiscalisation des heures supplémentaires et de la baisse de CSG pour certains retraités. Une partie des ménages modestes verront en moyenne leur niveau de vie soutenu par la forte revalorisation de la prime d'activité, la mise en place du zéro reste à charge et l'augmentation du chèque énergie. Les ménages parmi les 5 % les plus aisés, grands gagnants de la réforme de la fiscalité du capital de 2018, verront également leur revenu soutenu par certaines mesures socio-fiscales de 2019. Au final, trois ménages sur quatre bénéficieraient d'un gain de pouvoir d'achat.

Source : P. Madec, M. Plane et R. Sampognaro, « Budget 2019 : du pouvoir d'achat mais du déficit », OFCE Policy brief n°46, 29 janvier 2019.

Question : Indiquer les effets attendus de quelques-unes des mesures du plan de relance de décembre 2018.

#### Document 24 : L'effet de relance atténué par l'effet d'éviction

Quand le gouvernement achète plus ou moins de biens et services, il influe directement sur la demande globale. S'il commande des avions de combat pour 20 milliards de dollars à McDonnell-Douglas, cela accroît la demande adressée à cet avionneur, mais aussi la demande globale, dont la courbe se déplace vers la droite. De combien la demande globale augmente-t-elle quand McDonnell-Douglas reçoit une commande de l'Etat de 20 milliards ? La réponse n'est pas si évidente que cela. En effet, deux effets macro-économiques interviennent qui peuvent aboutir à une variation de la demande globale différente de la variation des dépenses publiques. Le premier effet est un effet multiplicateur, qui peut générer une variation de la demande globale supérieure à 20 milliards de dollars. Le deuxième est un effet d'éviction qui peut générer une variation de la demande globale inférieure à 20 milliards.

L'achat d'avions par le gouvernement a de multiples répercussions. D'abord, il améliore l'emploi et les profits de McDonnell-Douglas. Les salariés sont mieux payés et les actionnaires plus riches, et ils augmentent tous leurs dépenses de consommation. De nombreuses firmes voient ainsi leur demande augmenter. Chaque dollar dépensé par le gouvernement peut ainsi accroître la demande globale de plus d'un dollar. D'où l'effet multiplicateur de la dépense publique. Et cette dynamique ne s'arrête pas là. L'augmentation de la consommation accroît l'emploi et les profits des entreprises qui y répondent. Profits et salaires augmentent de nouveau, ce qui stimule encore la consommation. Il existe donc un cercle vertueux

allant de l'accroissement de la demande à la hausse des revenus qui induit ellemême à nouveau un accroissement de la demande. Tous ces effets pris en compte, la variation de la demande globale peut être nettement supérieure à l'impulsion initiale lancée par le gouvernement. [...]

Il existe un deuxième effet qui joue en sens contraire du précédent. Il s'agit de l'effet d'éviction. Si l'augmentation des dépenses publiques stimule la demande de biens et services, elle pousse aussi les taux d'intérêt vers le haut, ce qui a tendance à déprimer la demande de biens et services. C'est cette réduction de demande consécutive à la hausse des taux fatalement provoquée par une politique budgétaire expansionniste qui constitue l'effet d'éviction. [...] L'endettement étant plus coûteux, les ménages empruntent moins pour acheter des logements et les entreprises empruntent moins pour acheter des biens d'équipement. Les dépenses d'investissement sont donc en quelque sorte évincées, et cet effet d'éviction vient partiellement compenser l'impact positif de l'accroissement de la dépense publique.

Pour résumer : si le gouvernement accroît les dépenses publiques de 20 milliards de dollars, la demande globale variera de plus de 20 milliards ou de moins de 20 milliards selon que l'effet multiplicateur ou l'effet d'éviction l'emportera.

Source: N. G. Mankiw, Principes de l'économie, Economica, 1998.

#### Document 25:

Pour financer le déficit public généré par l'augmentation des dépenses, l'Etat va devoir emprunter sur les marchés financiers, ce faisant, il capte une partie de l'épargne disponible et contribue à accroître les taux d'intérêt (augmentation de la demande de fonds prêtables). L'augmentation des taux d'intérêt décourage une partie des investissements privés, ce qui annule l'effet de relance. [...]

Source : Pierre-André Corpron (dir), Economie, sociologie et histoire du monde contemporain, Bréal, 2013

Activité : Schématiser les effets contradictoires d'une politique de dépenses publiques sur l'activité.